

SÉRIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

I - ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE

CROISSANCE, CHANGEMENT SOCIAL ET DÉVELOPPEMENT

L'enseignement des sciences économiques et sociales en classe terminale ES s'inscrit en continuité avec celui des classes de seconde (option sciences économiques et sociales) et de première ES.

La finalité de cet enseignement est de conduire l'élève à la connaissance et à l'intelligence des économies et des sociétés contemporaines, et ainsi de concourir à la formation du citoyen. Elle est aussi de préparer les élèves à la poursuite d'études supérieures. Dans cette perspective, elle vise à favoriser chez les élèves l'acquisition d'une culture générale fondée sur la maîtrise de connaissances, d'outils et de méthodes d'analyse permettant un traitement rigoureux des questions économiques et sociales. L'enseignement de sciences économiques et sociales s'appuie sur l'observation de faits économiques et sociaux guidée par des questionnements théoriques. Tout en étant ancré dans les savoirs académiques de référence des disciplines constitutives des sciences sociales, il a la caractéristique d'être pluridisciplinaire. Cette caractéristique est prise en compte de deux façons : à travers la complémentarité des analyses économiques et sociologiques et grâce à un travail sur des thèmes transversaux.

Cette triple exigence (place faite à l'observation, recours aux savoirs académiques, pluridisciplinarité) doit permettre de développer des compétences requises pour la poursuite d'études dans l'enseignement supérieur : capacité à identifier et formuler des problèmes, à construire des raisonnements inductifs, déductifs ou hypothético-déductifs, à exercer l'esprit critique.

En classe terminale, le programme est consacré à l'étude des mouvements longs de l'économie et de la société, dont les dernières manifestations en date sont la mondialisation et l'intégration régionale. Il importe cependant de veiller à ne pas étendre, en raison de cette référence à une réalité complexe et multiforme, les connaissances exigibles des élèves. Il faut, avant tout, veiller à ce qu'ils maîtrisent les concepts et mécanismes de base qui leur sont présentés et qu'ils sachent conduire des raisonnements analytiques précis.

Le programme de terminale est décliné en trois colonnes selon une logique d'arborescence de façon à clarifier les éléments exigibles :

- dans la première colonne, figurent les principaux thèmes à propos desquels des questionnements sont formulés. Ces questionnements sont éclairés par les indications complémentaires afférentes qui délimitent les problématiques ;
- dans la deuxième colonne, figurent les notions essentielles à travailler pour traiter ces questionnements quand elles ne figurent pas déjà dans la première colonne. Sont ajoutés certains agrégats et indicateurs nécessaires à l'exploitation de statistiques ;

- dans la troisième colonne, apparaissent les notions complémentaires dont la connaissance est nécessaire à une approche pertinente des éléments des deux premières colonnes. Les notions de la deuxième et de la troisième colonnes ne sont, généralement, mentionnées qu'une fois. Elles peuvent être mobilisées sur d'autres thèmes du programme que ceux en face desquels elles figurent.

Les indications complémentaires ont un triple objectif :

- aider les professeurs à délimiter le contenu des différents thèmes du programme ;
- faciliter sa mise en œuvre dans les classes en suggérant des approches et des appuis documentaires ainsi qu'en proposant des perspectives propres à chacun des thèmes comme à leurs articulations ;
- favoriser l'harmonisation des lectures conduites par les professeurs afin de parvenir à une cohérence accrue des évaluations.

Les contenus des différents items doivent être appréciés au regard des durées indicatives retenues. L'ordre de présentation des contenus du programme n'est pas contraignant. Dans le cadre de sa liberté pédagogique, chaque professeur organise sa progression selon son projet et sa classe, choisit les voies et moyens qui lui paraissent appropriés, en faisant en sorte que les objectifs de contenu et de méthode soient atteints et la cohérence d'ensemble assurée. Le programme est articulé autour de trois questionnements structurants en rapport avec le développement économique et le changement social. Le premier concerne les mécanismes de la croissance économique : l'accent est mis sur les conditions de l'accumulation du capital et l'organisation du travail (thèmes 1 et 2). Le second concerne la dynamique sociale : l'accent est mis sur les inégalités et les conflits, d'une part, et sur les buts et moyens de la cohésion sociale, d'autre part (thèmes 3, 4 et 5). Le troisième concerne l'impact de l'ouverture internationale sur la croissance et le changement social : l'accent est mis sur la mondialisation et l'intégration régionale (en l'occurrence européenne) et leurs conséquences sur les moyens de politique économique et sociale des États (thèmes 6 et 7).

Introduction (durée indicative : 2 semaines)

L'objectif de l'introduction est de présenter les thèmes du programme. Il s'agit, en fait, d'établir une problématique d'ensemble, de proposer un fil conducteur sans entrer dans le détail des concepts et raisonnements. Elle permet de définir et de mettre en relation les trois concepts généraux qui structurent le programme : la croissance, le changement social et le développement.

On montrera que la croissance et le développement sont deux notions proches mais distinctes, la première renvoyant à l'accroissement des ressources dont disposent les membres d'une société, la seconde aux transformations de structures qui favorisent durablement le bien-être. On fera une première présentation succincte des principaux indicateurs (pour la croissance économique, la valeur ajoutée, le PIB et le revenu par tête ; pour le développement, l'IDH)

qui servent à évaluer ces phénomènes, en soulignant leur caractère construit. On sensibilisera les élèves à l'importance des mouvements longs en se référant à ces indicateurs-clés. On mettra aussi en évidence les différences qui se manifestent au cours du temps (accélération de la croissance sur la moyenne ou longue période) ainsi qu'entre les espaces géographiques (écarts de développement). On insistera, dans une perspective historique et analytique, sur les relations entre la croissance et le développement économiques ainsi

que sur l'interaction entre, d'une part, la croissance et le développement et, d'autre part, les changements dans l'organisation sociale.

1 - Accumulation du capital, organisation du travail et croissance économique

On montrera comment l'accumulation de capital et les transformations de l'organisation du travail concourent à la création de richesses et au changement social.

Croissance, capital et progrès technique (durée indicative : 4 semaines)

PROGRAMME	NOTIONS ESSENTIELLES	NOTIONS COMPLÉMENTAIRES
Sources, limites de la croissance économique	Valeur ajoutée, produit intérieur brut (PIB), revenu par tête, population active, capital, productivité du travail, investissement, formation brute de capital fixe (FBCF)	Indice de développement humain (IDH), développement durable Investissement immatériel, investissement public
Accumulation du capital, progrès technique et croissance	Innovation, taux de rentabilité, taux d'intérêt, demande anticipée	Épargne, innovation de procédé, de produit et organisationnelle, recherche-développement (R&D), autofinancement, financement externe, destruction créatrice

Indications complémentaires

● Sources et limites de la croissance économique

Mesurée par l'accroissement d'un indicateur de production globale, la croissance économique résulte de l'augmentation de la population active occupée, mais elle procède surtout d'un mouvement de hausse durable de la productivité moyenne du travail. On étudiera la contribution des facteurs de production à la croissance et les trois grandes manières d'accroître la productivité du travail : la spécialisation (division technique du travail et progrès organisationnels), l'accumulation de capital productif (accroissement de l'intensité capitaliste de la production, c'est-à-dire du stock de capital par tête) et le progrès technique.

On soulignera que ces phénomènes renvoient à la fois à des choix individuels d'entrepreneurs en matière d'investissement ou de R&D, à des décisions publiques, en termes d'infrastructures, de soutien à l'innovation et à la formation et, plus généralement, à un environnement socio-culturel favorable à l'innovation et à l'investissement.

On évoquera les limites de la croissance et notamment les relations entre la croissance et l'utilisation des ressources primaires non renouvelables. Il sera alors possible de discuter des rapports entre la croissance mesurée par des indices quantitatifs et le développement envisagé dans sa dimension sociale et humaine.

● Accumulation du capital, progrès technique et croissance

L'investissement étant un maillon essentiel de la plupart des mécanismes qui engendrent la croissance, on en précisera les différents types et formes, de même que les diverses manières, pour l'entreprise, de le financer.

On s'attachera à expliciter la décision individuelle d'investissement, en insistant sur sa dimension temporelle et en introduisant, sans formalisme, les notions de rendement anticipé et d'actualisation. On analysera les rôles de la demande anticipée, de la réduction des coûts de production, du taux d'intérêt et du coût des différentes formes de financement. Pour analyser ce dernier point, on pourra s'appuyer sur les acquis du programme de première concernant la mobilisation de l'épargne et le financement de l'économie.

Afin de saisir le phénomène de destruction créatrice, dans sa dimension économique de disparition - apparition de biens ou services et de secteurs d'activités, on discutera des liens entre investissement, progrès technique et obsolescence économique.

Cette dynamique sera également envisagée sous l'angle du changement social. En prenant un exemple significatif (l'industrialisation, la tertiarisation ou l'urbanisation), on insistera sur les rapports entre les phénomènes économiques, politiques et sociaux dont l'interaction détermine la dynamique du développement.

Travail et emploi (durée indicative : 4 semaines)

PROGRAMME	NOTIONS ESSENTIELLES	NOTIONS COMPLÉMENTAIRES
Organisation du travail et croissance	Division du travail	Qualification, Taylorisme, Fordisme, Toyotisme, Contrat de travail
Croissance, progrès technique et emploi	Marché (de biens et services), salariat, salaire, coût du travail, marché du travail, chômage, précarité, flexibilité	Rendements croissants, marchés interne/externe du travail

Indications complémentaires

● Organisation du travail et croissance

En liaison avec le thème précédent et pour en approfondir certains aspects, on montrera que l'accroissement de la productivité du travail résulte d'un progrès technique rendu possible par la mise en œuvre de formes d'organisation spécifiques (division du travail à l'intérieur de l'entreprise et entre entreprises, types de spécialisation). On appuiera la réflexion sur la connaissance de quelques-unes des grandes étapes de la transformation de l'organisation du travail (taylorisme, fordisme, toyotisme...) et de leurs implications sur l'organisation des entreprises.

On s'interrogera sur l'existence de deux modèles : l'un où l'obten-

tion de gains de productivité est fondée sur l'augmentation de l'intensité du travail et la standardisation des produits, l'autre où les gains de productivité sont associés à une variété accrue de biens et services. On discutera de l'évolution du monde du travail en éclairant les questions suivantes : apparition, développement et mise en question du salariat, contenu, évolution du contrat de travail et place des conventions collectives, évolution de la durée individuelle du temps de travail et développement du travail en équipes, transformation des contenus et formes des emplois (tertiarisation, évolution des qualifications...).

● Croissance, progrès technique et emploi

On montrera comment s'articulent gains de productivité et exten-

sion des marchés en examinant les rôles de la formation des prix et de la demande de biens et services : l'accent sera mis sur les effets de la baisse des prix et de l'augmentation des revenus réels. On soulignera que ces mécanismes qui déterminent la croissance économique en rendant compatible l'accroissement de l'offre avec celui de la demande peuvent se révéler défaillants, auquel cas la demande ne suit pas l'offre et le chômage se développe. Cette question sera discutée en se référant aux conditions de la répartition de la valeur ajoutée (rapports de forces, choix de politique économique). On discutera de la relation qu'entretient le progrès technique avec l'emploi. On s'interrogera sur les conditions dans lesquelles les gains de productivité, associés aux nouvelles technologies, peuvent se traduire par des baisses de prix et des hausses de salaires entraînant des accroissements de la demande et du volume de l'emploi. Cela permettra de montrer que les nouvelles technologies n'ont pas par elles mêmes d'effets négatifs sur le volume de l'emploi à moyen et long terme. La question de la flexibilité du travail sera débattue dans ses diffé-

rentes dimensions (adaptabilité des conditions de travail dans l'entreprise, mobilité professionnelle et géographique, variabilité des salaires) en relation avec les conditions de la croissance. En s'appuyant sur des exemples, on soulignera la complexité des relations entre la flexibilité et l'emploi. On pourra ainsi montrer que, lorsqu'elle permet une meilleure affectation des ressources, la flexibilité est favorable à l'emploi et la croissance, alors qu'elle leur devient défavorable quand elle conduit à une amplification des inégalités. C'est ce qu'on observe quand une vulnérabilité accrue de la main d'œuvre devient préjudiciable à la demande et à l'acquisition de nouvelles qualifications.

2 - Inégalités, conflits et cohésion sociale : la dynamique sociale

On rappellera que les sociétés démocratiques sont caractérisées par une tension entre l'existence des inégalités et des conflits, d'une part, et l'exigence de cohésion sociale, d'autre part.

Stratification sociale et inégalités (durée indicative : 5 semaines)

PROGRAMME	NOTIONS ESSENTIELLES	NOTIONS COMPLÉMENTAIRES
La dynamique de la stratification sociale	Inégalités, professions et catégories socioprofessionnelles (PCS)	Patrimoine, revenu, moyennisation/polarisation
Les enjeux et déterminants de la mobilité sociale	Égalité/inégalité des chances, mobilité/immobilité, reproduction	Destinée, recrutement, mobilité structurelle/nette, capital économique/culturel/social
Idéal démocratique et inégalités	Société démocratique, justice sociale, équité	Incitations, méritocratie, exploitation

Indications complémentaires

● La dynamique de la stratification sociale

Pour définir les inégalités économiques et sociales, on en soulignera le caractère multidimensionnel et dynamique en s'appuyant sur des indicateurs économiques et sociaux.

On s'attachera à distinguer différences et inégalités. On soulignera que les inégalités traduisent des différences d'accès aux ressources rares et socialement prisées. Celles-ci ne se réduisent pas au seul revenu : patrimoine, consommation, scolarité, santé, représentation politique, prestige social des professions, etc. donnent aussi lieu à des formes d'inégalité qui sont ou non cumulatives.

En mobilisant notamment les PCS (programme de la classe de première), on présentera les mutations des inégalités sur le long terme. On présentera rapidement l'usage des outils statistiques appropriés comme la courbe de Lorenz, le rapport inter-déciles. On tentera de synthétiser les éléments d'analyse qui conduisent à considérer la dynamique du XX^e siècle des économies développées comme celle d'une baisse séculaire des inégalités, tout en soulignant les incertitudes actuelles (maintien de la dynamique de moyennisation versus polarisation). On discutera, en prenant l'exemple des sociétés contemporaines développées, de l'existence de larges classes moyennes et de leur influence éventuelle sur le changement social et la mobilité.

● Les enjeux et déterminants de la mobilité sociale

On étudiera la mobilité sociale, en particulier en France. On analysera pour cela des tables de mobilité intergénérationnelle, leur principe de lecture (tables de destinée, de recrutement) et l'enjeu des comparaisons de tables (changement des marges, nombre de catégories

considérées, mobilité structurelle et mobilité nette ou fluidité). En suivant différentes trajectoires typiques, on soulignera la proximité et l'éloignement relatif entre PCS. On soulignera le caractère partiel de ces analyses car dépendant du choix du codage (PCS) ou de la prise en compte imparfaite des femmes et de l'hétérogamie. On insistera sur la complexité des facteurs de la mobilité sociale (rôle de la famille et de la trajectoire scolaire) avant d'apprécier les rôles respectifs des choix individuels et de la reproduction sociale.

On montrera aussi qu'une société plus fluide n'est pas nécessairement une société moins inégale et que la mobilité sociale n'est pas toujours vécue positivement par les individus.

● Idéal démocratique et inégalités

On s'interrogera sur l'articulation, au sein des sociétés démocratiques, entre égalité des droits, égalité des chances et égalité des situations. Sans développer toute la richesse du débat contemporain, on introduira, à partir de l'étude des inégalités et de la mobilité sociale, une discussion sur les rapports entre justice sociale et inégalités. Pour questionner les relations entre égalité et équité, on discutera comment certaines inégalités peuvent être considérées comme justes parce qu'elles bénéficient aux plus défavorisés, alors qu'à l'inverse l'égalité peut être injuste si elle conduit à ignorer des différences jugées légitimes entre individus.

On présentera le débat qui oppose les tenants de la récompense des plus méritants, d'une part et les tenants de l'égalisation nécessaire, d'autre part : les uns voient dans l'inégalité un aiguillon, les autres un frein.

Ces questionnements pourront être liés à celui concernant l'Etat-providence et la cohésion sociale.

Conflits et mobilisation sociale (durée indicative : 3 semaines)

PROGRAMME	NOTIONS ESSENTIELLES	NOTIONS COMPLÉMENTAIRES
Mutations du travail et conflits sociaux	Classes sociales, syndicat, rapports sociaux	Lutte des classes
La diversification des objets et des formes de l'action collective	Mouvements sociaux, institutionnalisation des conflits	Mobilisation collective, identités, valeurs, groupes de pression

Indications complémentaires

● Mutations du travail et conflits sociaux

En liaison avec les chapitres “travail” et “inégalités”, on étudiera les conflits du travail. En s’appuyant sur les acquis de la classe de première, on analysera les modalités de la constitution d’une identité professionnelle et les rapports sociaux qu’elle implique.

Afin de mettre en évidence les implications des mutations du monde du travail sur les évolutions de la stratification et des classes sociales, on présentera le débat concernant la “fin de la classe ouvrière”.

On précisera qu’il ne suffit pas qu’un groupe subisse des inégalités fortes pour qu’il constitue une classe sociale : il lui faut aussi manifester une identité avérée et une capacité effective de mobilisation. On soulignera le rôle des organisations syndicales dans la construction d’un droit du travail et l’institutionnalisation de la régulation des conflits du travail. À travers l’examen de ses facteurs et effets, on questionnera cependant le phénomène de désyndicalisation.

On montrera la diversité des enjeux et formes des conflits du travail ainsi que le rôle croissant des acteurs et mouvements non institutionnalisés.

À partir de l’analyse des stratégies des acteurs, on discutera les difficultés et les paradoxes de la mobilisation des grands groupes sociaux, sans négliger l’examen des facteurs culturels et institutionnels facilitant l’action collective.

● La diversification des objets et des formes de l’action collective

On montrera qu’au long des trente dernières années, de “nouveaux mouvements sociaux” ont émergé autour d’objets variés, distincts

de ceux liés au monde du travail : environnement, droit des femmes, régionalisme, reconnaissance de la diversité des orientations sexuelles, reconnaissance des minorités ethniques ou religieuses. On discutera de la qualification de ces mouvements sociaux à partir des trois caractéristiques qui leur sont reconnues : la tentative d’affirmation d’identités ou de valeurs spécifiques ; la structuration par opposition à une situation dominante, qu’ils jugent comme leur étant préjudiciable ; la tentative d’élaboration d’un projet social et politique alternatif.

On discutera et nuancera la thèse selon laquelle ces nouveaux mouvements se substitueraient aux “anciens”, liés au monde du travail. En s’appuyant sur un nombre limité d’exemples de mouvements mêlant des revendications d’ordre économique, culturel, éthique, politique, au niveau local, national ou mondial, on analysera les nouvelles formes de conflictualité qui en résultent.

On examinera comment, au-delà de la dénonciation de différences plus ou moins reconnues, c’est la capacité à les présenter comme des inégalités illégitimes qui permet aux minorités conduisant l’action collective d’asseoir la reconnaissance de nouveaux “lieux” de conflits. La place des mouvements sociaux dans l’émergence et la diffusion de valeurs, voire de modèles culturels alternatifs sera soulignée, de même que le rôle de l’action collective dans la construction, le renforcement et la transformation des identités. On évoquera la stratégie et l’impact de ces mouvements qui, comme les groupes de pression, s’attachent à influencer sur le discours politique, les choix publics et l’évolution du cadre légal.

Intégration et solidarité (durée indicative : 4 semaines)

PROGRAMME	NOTIONS ESSENTIELLES	NOTIONS COMPLÉMENTAIRES
La cohésion sociale et les instances d’intégration	Lien social, socialisation, intégration, exclusion	Pauvreté, anomie, déviance, individualisme, solidarité mécanique/organique
Protection sociale et solidarités collectives	État-providence, assurance/assistance, redistribution	Risques sociaux, universalisme/communautarisme

Indications complémentaires

● La cohésion sociale et les instances d’intégration

Il s’agira de montrer que la société n’est pas un groupement d’individus atomisés, mais repose sur l’existence de liens sociaux complexes entre des membres plus ou moins intégrés dans une totalité et ses sous-ensembles. On rappellera, pour cela, en s’appuyant sur les acquis de la classe de première, que la socialisation (primaire/secondaire) est le processus par lequel les individus sont conduits et participent à cette intégration en assumant des rôles sociaux durables.

Différentes instances d’intégration (famille, école, travail, cité) permettent de construire et de faire évoluer rôles, statuts et formes du lien social. On remarquera que le travail (un rappel sera fait au chapitre 2) est un lieu central de l’intégration et de la solidarité, car, au-delà de la rétribution directe, le statut professionnel et les cotisations sociales ouvrent des droits collectifs. La famille et la citoyenneté se présentent aussi comme des “vecteurs” de solidarité et de cohésion en raison du partage de ressources qu’elles impliquent entre leurs différents membres et du sentiment d’appartenance qu’elles peuvent fonder. L’opposition entre solidarité mécanique et solidarité organique pourra être précisée afin de mettre en évidence la diversité des formes d’intégration et des organisations sociales (communauté versus société). On discutera des relations complexes entre l’intégration sociale et l’exclusion, ce qui permettra de souligner le caractère multiforme de l’exclusion. On soulignera qu’une société où l’individualisme est une valeur centrale peut être confrontée à des tensions entre nécessités du maintien d’un lien social et exigences d’autonomie. On pourra distinguer l’individualisme particulariste et l’individualisme universaliste.

● Protection sociale et solidarités collectives

La solidarité sera envisagée sous son acception moderne, propre aux sociétés complexes, celle de la protection sociale. On verra comment la collectivité s’est saisie de champs d’intervention variés (em-

ploi, santé, famille, vieillesse) en définissant des “risques sociaux” susceptibles d’être mutualisés, ce qui a permis de définir et d’organiser des droits sociaux. On s’interrogera sur les risques de désincitation et d’effets pervers.

Dans cette perspective, l’État-providence pourra être analysé comme un système complexe de répartition de ressources collectives. Pour souligner la diversité des modèles qui le caractérisent, on rappellera l’opposition fondatrice entre assurance et assistance. On précisera aussi la distinction entre trois idéaux-types : le modèle “universaliste” (protection sociale de haut niveau ouverte à tous, en contrepartie de la citoyenneté), le modèle “corporatiste” (protection variable selon la profession moyennant une cotisation spécifique donnant qualité d’ayant-droit) et le modèle “résiduel” (protection limitée ouverte sans condition, conçue comme “filet de sécurité”).

On examinera succinctement deux champs d’intervention spécifiques, par exemple pauvreté et vieillesse, de façon à souligner la diversité et le changement des enjeux et des dynamiques historiques.

3 - Les enjeux de l’ouverture internationale

On montrera que les formes actuelles de l’ouverture internationale - mondialisation et intégration régionale - sont source de croissance, mais peuvent affecter la cohésion sociale et faire obstacle au développement.

L’objectif est de prolonger les thèmes précédents du programme en leur adjoignant une dimension supplémentaire : celle induite par l’ouverture aux échanges internationaux (de biens, de services, de capitaux). Il sera systématiquement fait état des avantages et difficultés associés aux formes contemporaines de la mondialisation et de l’intégration régionale, en retenant, dans ce dernier cas, l’exemple de l’Union européenne.

Internationalisation des échanges et mondialisation (durée indicative : 4 ou 5 semaines)

PROGRAMME	NOTIONS ESSENTIELLES	NOTIONS COMPLÉMENTAIRES
Commerce international, croissance et développement	Avantages comparatifs, division internationale du travail protectionnisme, libre-échange	Balance des paiements, termes de l'échange, barrières tarifaires/non tarifaires, taux de change, régimes de change, OMC, FMI, banque mondiale.
Stratégies internationales des entreprises	Firmes transnationales, compétitivité, différenciation des produits	Compétitivité prix/produit, commerce intra-firme, investissement direct à l'étranger, investissement de portefeuille, délocalisation
Mondialisation, évolutions sociales et culturelles et régulation	Acculturation, différenciation culturelle	Normes sociales, normes environnementales

Indications complémentaires
● Commerce international, croissance et développement

On présentera la notion d'avantages comparatifs et on analysera la division internationale du travail qu'ils déterminent. On discutera des avantages mutuels de l'échange, puis des avantages et inconvénients respectifs du libre-échange et du protectionnisme ainsi que les types de politiques commerciales mises en œuvre par les États, sans négliger leur dimension socio-politique. Des exemples seront pris dans l'histoire économique des nations les plus anciennement industrialisées et dans l'histoire économique récente des pays du Sud-Est asiatique. Il s'agira, en l'occurrence, de montrer la possibilité d'évolution de la division internationale du travail et de discuter ainsi du rôle des échanges internationaux dans les processus de croissance et de développement, c'est-à-dire de leur influence sur l'articulation entre gains de productivité et extension des marchés. On soulignera que les avantages comparatifs peuvent être construits. On soulignera l'importance du contexte (culturel, social, historique et géopolitique), des ressources (humaines et technologiques) dans la perspective de débattre de l'adéquation des objectifs et des stratégies adoptés, notamment dans les pays en développement. On discutera, à partir d'exemples, de l'impact de l'action d'organisations internationales telles le FMI et la Banque mondiale.

● Stratégies internationales des entreprises

On étudiera le rôle joué par les entreprises transnationales dans la division internationale du travail. On précisera, dans ce contexte, la notion de compétitivité et ses déterminants, en différenciant la compétitivité prix et les autres formes de compétitivité.

Les raisons et les conséquences des investissements directs et des investissements de portefeuille seront présentées ainsi que les conditions dans lesquelles les entreprises transnationales mettent en

concurrence territoires et États.

On mettra en évidence l'existence de rivalités entre les principaux acteurs des échanges internationaux : pays, ensembles régionaux, firmes et groupes transnationaux qui cherchent à tirer parti, au mieux, des gains de l'échange international. Dans cette perspective, on pourra travailler sur le rôle de médiation et de régulation des institutions internationales et prendre l'exemple des divers "rounds" des négociations du GATT puis de l'OMC.

● Mondialisation, évolutions sociales et culturelles et régulation

On analysera les relations complexes que les entreprises transnationales entretiennent avec les pays, États et sociétés dans lesquels elles déploient leurs activités en discutant, d'une part, des changements sociaux induits, d'autre part, des difficultés de régulation.

On s'interrogera sur les effets contrastés que l'internationalisation des échanges peut avoir sur les inégalités et avantages sociaux. On débattrà de la complexité des influences exercées par les processus d'intégration internationale sur les comportements et les possibilités de consommation, en soulignant qu'ils peuvent tout autant constituer un facteur de différenciation, que déterminer des tendances à l'uniformisation à travers la diffusion de modèles culturels dominants. On analysera la diversité des conflits et les réactions de rejet et acculturations qui peuvent en résulter.

On mettra en évidence les effets induits par la mondialisation dans les modes de régulation de l'économie et de la société ainsi que dans la distribution des rôles entre États et marchés.

On montrera que de nouvelles formes de coordination et d'institutionnalisation émergent au niveau international (action internationale des syndicats, des autres ONG, des institutions internationales). On discutera des questions suscitées par des propositions d'édicter des normes sociales et environnementales applicables à l'échelle mondiale.

Intégration européenne et politiques économiques et sociales (durée indicative : 4 semaines)

PROGRAMME	NOTIONS ESSENTIELLES	NOTIONS COMPLÉMENTAIRES
L'Union européenne et la dynamique de l'intégration régionale	Union économique et monétaire, union politique, Europe sociale	Zone de libre-échange, union douanière
Les nouveaux cadres de l'action publique	Politique économique, politique monétaire politique budgétaire, consommations collectives, service public, service universel	Coordination des politiques économiques et sociales, déréglementation/nouvelles régulations, subsidiarité

Indications complémentaires

● L'Union européenne et la dynamique de l'intégration régionale
L'analyse de l'intégration européenne sera conduite en contrepoint de celle de la mondialisation. On montrera que l'intégration européenne ne se limite pas à la mise en place d'une zone de libre-échange mais se traduit par la constitution d'un marché unique et appelle des politiques communes. On débattrà de l'articulation entre union économique et monétaire et union politique.

● Les nouveaux cadres de l'action publique

On introduira la discussion sur les objectifs et moyens de politique économique mobilisables dans une zone économique intégrée, en mettant en évidence les avantages et contraintes de leur harmonisation.

En s'appuyant sur les acquis de la classe de première, des éléments d'analyse des politiques conjoncturelles seront proposés sans entrer dans le détail technique des modèles de référence.

On s'arrêtera sur :

- les opportunités et contraintes d'une politique monétaire commune ;
- les exigences relatives à la gestion budgétaire et fiscale (niveau des déficits, harmonisation).

Des éléments d'analyse de l'action des pouvoirs publics sur les structures économiques et sociales seront également proposés. En prenant un exemple dans le contexte européen - celui de la politique de protection sociale - on soulignera la nécessité de l'action publique pour maintenir et accroître la cohésion sociale, en même temps que la difficulté de leur mise en œuvre, du fait des héritages institutionnels et des traditions nationales distinctes.

Conclusion

La conclusion est l'occasion de reprendre brièvement la perspective d'ensemble du programme qui est de traiter de l'articulation entre croissance, développement et changement social.

II - ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

Présentation

Conformément aux objectifs généraux de l'enseignement de sciences économiques et sociales, l'enseignement de spécialité vise à approfondir l'étude de certains des thèmes du programme obligatoire à partir de la découverte de textes de quelques-uns des auteurs qui ont joué un rôle essentiel dans le développement des sciences sociales.

En aucun cas il ne s'agit de mener une étude exhaustive des travaux des auteurs retenus. Seule une problématique caractéristique de la pensée de chacun d'entre eux et en rapport avec le programme du tronc commun est retenue. Les contenus de cet enseignement ne sauraient donc être confondus avec un enseignement du type "histoire de la pensée". L'étude d'extraits des œuvres majeures des sciences sociales doit permettre aux élèves de s'approprier des grilles de lecture et des outils théoriques pour penser le monde contemporain.

L'analyse de l'actualité de chaque auteur, qui ne saurait revêtir un caractère exhaustif, et des prolongements contemporains peut être conduite en se référant à des textes d'autres auteurs, y compris des contemporains, ou à des études factuelles.

Les diverses configurations de classe indiquent au professeur les choix pédagogiques et les supports qu'il juge les mieux adaptés pour répondre aux attentes, parfois contradictoires des élèves.

Le programme est présenté en trois colonnes :

- la première colonne présente la problématique choisie, l'auteur étudié et la partie correspondante du programme obligatoire ;
- la deuxième colonne précise les concepts propres à l'auteur que les élèves doivent connaître ;
- la troisième colonne se rapporte à la question de l'actualité de la

Les thèmes

Progrès technique et évolution économique

	CONCEPTS QUE LES ÉLÈVES DOIVENT CONNAÎTRE ET SAVOIR UTILISER	ACTUALITÉ DE LA PENSÉE DE L'AUTEUR ET PROLONGEMENT
"Capital, investissement et progrès technique" Joseph Schumpeter	Innovation, entrepreneur, cycle long, destruction créatrice, rente de monopole, profit, capitalisme, capitaliste	Recherche-développement (R&D), taille des entreprises, irrégularité de la croissance

Indications complémentaires

On retiendra de Schumpeter l'idée que l'évolution consiste en deux types distincts mais étroitement liés de phénomènes : la croissance et le développement, quand ce dernier est défini comme ce changement qualitatif "spontané et discontinu" induit par le processus économique. On s'attachera à mettre en valeur le rôle que Schumpeter attribue à la figure de l'entrepreneur et aux formes imparfaites de la concurrence. On montrera également le lien qu'il établit entre les in-

novations et le caractère cyclique d'une évolution économique rythmée par le processus de destruction créatrice, mais se soldant par un accroissement de la richesse.

L'actualité des analyses de Schumpeter et ses prolongements contemporains seront étudiés en s'interrogeant sur l'importance de la R&D, les effets de la taille des entreprises sur l'innovation et sur la persistance de cycles économiques liés aux changements technologiques.

Introduction

L'introduction n'est centrée sur aucun auteur. Elle se donne pour objectif de préciser quelques concepts que les élèves auront à manier durant l'année d'enseignement de spécialité (sciences, sciences sociales, théorie, concept, paradigme). Elle n'a pas vocation à constituer, en tant que telle, le support d'une évaluation au baccalauréat.

En se référant à quelques-unes des questions abordées en classe de première, on montrera que l'activité scientifique se caractérise par la formulation d'hypothèses et par une double préoccupation de cohérence interne et de corroboration par confrontation au réel. On insistera sur le fait qu'une théorie n'est pas un ensemble de certitudes, mais une série cohérente de propositions et de résultats provisoires résultant d'investigations analytiques et empiriques, susceptibles d'éclairer les décisions des acteurs publics et privés. On soulignera que la diversité des approches théoriques répond à la diversité des questionnements et constitue la source des débats propres à accroître la compréhension des phénomènes économiques et sociaux. Si le professeur l'estime utile, il pourra présenter, à partir de quelques extraits de textes d'auteurs de référence, quelques-uns des clivages qui permettent de distinguer ces approches, qu'il s'agisse, par exemple, de la place accordée à l'individu (individualisme/holisme, notions étudiées en classe de première) et/ou de celle accordée à l'histoire (naturalisme/historicisme).

Division du travail et extension des marchés

	CONCEPTS QUE LES ÉLÈVES DOIVENT CONNAÎTRE ET SAVOIR UTILISER	ACTUALITÉ DE LA PENSÉE DE L'AUTEUR ET PROLONGEMENT
"Travail et emploi (organisation du travail et croissance)" Adam Smith	Extension des marchés et division du travail, organisation	Nouvelles formes d'organisation du travail, ouverture des marchés

Indications complémentaires

On retiendra de Smith son analyse des sources et effets de la division du travail dans le contexte d'une économie de marché. On étudiera comment, selon lui, la division du travail accroît la richesse et comment un élargissement des marchés, que cette création de richesse entraîne, permet d'approfondir la division du travail.

On soulignera deux de ses observations : celle suivant laquelle la division du travail, quand l'expansion des marchés le permet, conduit

à l'établissement de nouveaux flux d'échanges, et celle suivant laquelle le changement technologique est endogène dans la mesure où c'est la division du travail qui conduit à l'amélioration des techniques.

L'actualité des analyses de Smith et ses prolongements contemporains seront étudiés en s'interrogeant sur les formes actuelles de la division du travail dans l'entreprise et entre les entreprises, et leur articulation avec les conditions de concurrence et d'ouverture des marchés.

Sous-emploi et demande

	CONCEPTS QUE LES ÉLÈVES DOIVENT CONNAÎTRE ET SAVOIR UTILISER	ACTUALITÉ DE LA PENSÉE DE L'AUTEUR ET PROLONGEMENT
"Travail et emploi (croissance, progrès technique et emploi)" John Maynard Keynes	Demande effective, taux de salaire réel et nominal, chômage involontaire	Causes du chômage, rôle de la demande et des salaires

Indications complémentaires

La mise en perspective historique des travaux de Keynes permettra de rappeler aux élèves que la gravité des crises dans l'entre-deux guerres a activé des recherches qui conduisent à souligner l'instabilité de la croissance et le risque de stagnation, en opposition aux thèses libérales de l'époque. On montrera que, dans ce contexte historique, l'analyse de l'équilibre de sous-emploi proposée par Keynes représente un renouvellement théorique majeur. On s'interrogera sur la nature et la portée de la critique keynésienne de l'économie "classique". A cet effet, les notions de chômage involontaire, de salaire réel et nominal seront examinées. On montrera que la problématique keynésienne inverse l'approche traditionnelle du fonctionnement de

l'économie par la place qu'elle accorde à la demande effective. On amènera les élèves à repérer comment et dans quelles conditions une action de stimulation de la demande effective peut agir sur la réduction du chômage. On pourra s'interroger sur les limites qu'impose à l'analyse le fait de s'en tenir à une problématique dite de courte période qui minore l'importance des conditions d'offre.

L'actualité des analyses de Keynes et ses prolongements contemporains seront étudiés en s'interrogeant sur le niveau et les formes actuelles du chômage dans les pays développés. La discussion portera sur l'influence de la demande globale et donc des revenus disponibles, notamment salariaux, sur l'activité, sans négliger le fait que les salaires sont à la fois un revenu et un coût.

Égalisation des conditions et démocratie

	CONCEPTS QUE LES ÉLÈVES DOIVENT CONNAÎTRE ET SAVOIR UTILISER	ACTUALITÉ DE LA PENSÉE DE L'AUTEUR ET PROLONGEMENT
"Stratification sociale et inégalités" Alexis de Tocqueville	Liberté/égalité, individualisme, despotisme démocratique, tyrannie de la majorité	Représentation politique, société démocratique et uniformisation des comportements, opinion publique

Indications complémentaires

On retiendra de Tocqueville que l'avènement des sociétés démocratiques n'est pas qu'un phénomène politique : c'est une transformation qui concerne aussi et surtout la société civile. Le processus fondamental est l'égalisation des conditions dont le principe s'oppose à l'organisation juridique (ordres ou castes) des sociétés d'Ancien régime. On retiendra que l'homogénéisation comme l'avancée vers l'égalité ne sont que des tendances dont l'appréhension empirique n'est possible qu'à long terme. Les corollaires de cette égalisation sont une mobilité sociale croissante et une réduction des écarts

entre catégories sociales "extrêmes". Le risque est alors celui de l'indifférence aux affaires publiques. Comme par ailleurs, les individus se trouvent dotés de statuts proches, il peut devenir très difficile de résister à la tyrannie de la majorité.

L'actualité des analyses de Tocqueville et ses prolongements contemporains seront étudiés en s'interrogeant sur la montée de l'abstentionnisme, l'importance croissante de l'opinion publique médiatisée dans le processus démocratique, la professionnalisation de la représentation politique, la tendance au repli sur la sphère privée.

Conflits de classe et changement social

	CONCEPTS QUE LES ÉLÈVES DOIVENT CONNAÎTRE ET SAVOIR UTILISER	ACTUALITÉ DE LA PENSÉE DE L'AUTEUR ET PROLONGEMENT
"Conflits et mobilisation sociale" Karl Marx	Lutte de classe, conscience de classe, rapports de production, forces productives, plus-value, exploitation, modes de production, capital	Classes sociales, nouveaux mouvements sociaux

Indications complémentaires

La mise en perspective historique des travaux de Marx permettra de rappeler aux élèves les ruptures profondes induites par la révolution industrielle dans les structures économiques et sociales aussi bien que dans les conditions de vie et de travail. On soulignera que les concepts forgés par Marx (rapports de production, forces productives, plus-value, classes sociales) offrent une grille de lecture de ces transformations en concentrant l'attention sur la question ouvrière et en proposant une analyse du conflit de classes comme source du changement social.

L'actualité des analyses de Marx et ses prolongements contemporains seront étudiés en s'interrogeant sur l'évolution des enjeux des luttes et des conflits sociaux. L'analyse en termes de classes sociales a pu sembler perdre de sa pertinence face à ce qu'il est convenu d'appeler "exclusion", tandis que continuait de s'affirmer l'idée d'une tendance inéluctable à la "moyennisation" des sociétés occidentales. La permanence de la précarité de l'emploi, le maintien voire l'augmentation des inégalités de revenus ont, cependant, conduit au retour des approches théoriques et empiriques mettant en question l'inéluctabilité de la moyennisation ainsi que la marginalisation des conflits du travail.

Lien social et intégration

	CONCEPTS QUE LES ÉLÈVES DOIVENT CONNAÎTRE ET SAVOIR UTILISER	ACTUALITÉ DE LA PENSÉE DE L'AUTEUR ET PROLONGEMENT
"Intégration et solidarité" Émile Durkheim	Fait social, division du travail social, solidarité mécanique, solidarité organique, anomie, conscience collective	Cohésion sociale, exclusion sociale, intégration par le travail

Indications complémentaires

On retiendra de Durkheim l'idée d'une division sociale du travail qui unit les individus dans des domaines aussi divers que l'économie, la famille, la politique. On présentera pour cela les deux grandes formes de solidarité, "mécanique" et "organique", les mécanismes qui expliquent le passage de l'une à l'autre et les moyens de les repérer. On insistera, à ce propos, sur l'importance du droit. On précisera les différentes situations dans lesquelles la division du travail selon Durkheim cesse d'engendrer de la solidarité. On soulignera l'importance des groupes intermédiaires qui permettent de limiter

la division du travail anémique en définissant des règles et en contenant ainsi les égoïsmes individuels.

L'actualité des analyses de Durkheim et ses prolongements contemporains seront étudiés en s'interrogeant sur la relation entre l'intégration et le travail comme dimension majeure du lien social. On remarquera l'importance d'un contexte caractérisé par un chômage durable et une mise en question du salariat. On pourra également s'interroger sur le maintien, voire le renforcement des formes de solidarité mécaniques dans les sociétés contemporaines.

Échange international et croissance

	CONCEPTS QUE LES ÉLÈVES DOIVENT CONNAÎTRE ET SAVOIR UTILISER	ACTUALITÉ DE LA PENSÉE DE L'AUTEUR ET PROLONGEMENT
“Internationalisation des échanges et mondialisation” David Ricardo	Avantage comparatif, commerce inter-branche, spécialisation internationale, libre échange	Politiques commerciales, rendements d'échelle croissants, commerce intra-branche

Indications complémentaires

On retiendra de Ricardo le rôle de l'échange international dans le développement économique à partir de la théorie de l'avantage comparatif que l'on distinguera de la théorie des avantages absolus d'Adam Smith. On présentera ainsi le principe des gains mutuellement avantageux dans l'échange international et le rôle que joue le commerce international pour repousser les limites de la croissance et empêcher la convergence vers un état stationnaire. On montrera comment cette théorie est élaborée en retenant le cadre des nations,

la structure inter-branche de leur commerce extérieur et l'absence de mobilité des facteurs entre elles.

L'actualité des analyses de Ricardo et ses prolongements contemporains seront étudiés en s'interrogeant sur les conséquences de l'importance croissante des firmes transnationales, le développement d'un commerce international intra-branche et la forte mobilité des capitaux à l'échelle planétaire. Ces interrogations permettront de montrer comment les avantages comparatifs peuvent être “construits” et de souligner ainsi la portée générale de la théorie de Ricardo.

La rationalisation des activités sociales

	CONCEPTS QUE LES ÉLÈVES DOIVENT CONNAÎTRE ET SAVOIR UTILISER	ACTUALITÉ DE LA PENSÉE DE L'AUTEUR ET PROLONGEMENT
Max Weber	Action sociale, rationalité en finalité, rationalité en valeur, bureaucratie, désenchantement du monde	Rationalité limitée

Indications complémentaires

L'étude de la rationalisation des activités sociales à partir de l'œuvre de Weber n'est pas rattachée à un chapitre particulier du programme de terminale. Le caractère transversal du thème permet de la présenter aussi bien en début d'année (par exemple comme complément à l'introduction au programme de tronc commun) qu'en fin de parcours. Dans le cadre de leur liberté pédagogique, les professeurs pourront également l'étudier en liaison avec la question du développement économique ou avec la question de l'organisation du travail, voire avec la question de la mondialisation (comme nouvelle étape de la rationalisation des activités).

On retiendra de Weber l'idée que les sociétés occidentales sont caractérisées par un processus de rationalisation des activités humaines dans tous les domaines (économiques, sociaux et politiques). On précisera la signification du concept de rationalité en distinguant la rationalité en finalité et la rationalité en valeur. On pourra illustrer ce mouvement de rationalisation à partir du développement de “l'esprit du capitalisme” comme recherche rationnelle du gain et à partir de l'étude de la bureaucratie comme mode d'organisation légale et rationnelle.

L'actualité des analyses de Weber et ses prolongements contemporains seront étudiés en s'interrogeant sur la permanence des débats sur la bureaucratie (qui ne caractérise pas les seules organisations publiques). Dans cette perspective, on pourra présenter la thèse sur le cercle vicieux de la bureaucratie. On pourra montrer aussi comment le concept de rationalité en valeur permet de rendre compte d'un certain nombre de mobilisations collectives (autre lien possible avec le programme de tronc commun). On s'interrogera enfin sur le renouvellement des réflexions sur la rationalité en présentant le concept de rationalité limitée.

III - SAVOIR-FAIRE APPLICABLES À DES DONNÉES QUANTITATIVES, EXIGIBLES À L'ÉPREUVE DE SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DU BACCALURÉAT DE LA SÉRIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Préalables

- 1 - Les calculs, toujours simples, sont appliqués aux données fournies dans le dossier.
- 2 - Les calculs ne sont jamais demandés pour eux-mêmes : ils ont

pour fonction de prouver, à l'occasion de l'exploitation du dossier documentaire, l'acquisition d'une compétence à analyser, interpréter, voire relativiser les résultats.

Savoir-faire

- Calcul et lecture d'indices, de proportions et pourcentages de répartition (toutes les classes à partir de la sixième) (notamment pour transformer une table de mobilité en table de destinée et table de recrutement).
 - Calcul et lecture d'une moyenne arithmétique simple (à partir de la classe de troisième) et pondérée, médiane (à partir de la classe de troisième).
 - Lecture de représentations graphiques : histogrammes, diagrammes de répartition (toutes les classes à partir de la sixième), représentations de séries chronologiques y compris le graphique semi-logarithmique (en terminale ES).
 - Calcul et lecture d'écart inter-quantiles (à partir de la classe de seconde).
 - Lecture de tableaux à double entrée, éventuellement avec subdivisions (à partir de la classe de première ES).
 - Lecture de courbes de Lorenz quantiles (à partir de la classe de seconde).
 - Calcul et lecture des variations absolue relative (en terminale ES).
 - Calcul et lecture des taux de variation ou de croissance (en classe de première ES).
 - Lecture et interprétation de la notion d'élasticité (en terminale ES)
 - Lecture et interprétation des taux de croissance moyens (en classe de première ES).
 - Calcul et lecture d'un coefficient multiplicateur (à partir de la classe de quatrième).
 - Calcul et lecture des évolutions en volume et des évolutions en valeur (en terminale ES).
 - Calcul et lecture du coût marginal, de la productivité marginale, de la propension marginale. Ces notions pourront être reliées à la notion mathématique de dérivée, sans que ce lien puisse donner lieu à une évaluation au baccalauréat (en classe de première ES).
 - Lecture et interprétation de la droite des moindres carrés (en terminale ES).
- Le niveau de correspondance avec les programmes de mathématiques est indiqué entre parenthèses.